

## **Audience des OS représentatives des IEN avec Nicole Belloubet**

Le SUI-FSU et SIEN-UNSA ont été reçus par la ministre le 15 mars dernier pendant une heure trente. Comme pour les IA-IPR, la ministre fait une courte introduction, souhaitant simplement écouter nos points d'alerte, en précisant qu'elle n'est pas sûre d'avoir encore les réponses à nos questions. La première question de la ministre porte sur le moral des inspecteurs.

Nous lui dressons le panorama déjà maintes fois dépeint à ses prédécesseurs (perte de sens, charge administrative et empilement des tâches, circulaire missions réécrite et basée sur le cœur de notre métier mais non appliquée, maltraitance de certains collègues par leur hiérarchie, en congé maladie, beaucoup de collègues qui se questionnent sur la suite de leur carrière, manque de reconnaissance et de prise en compte de notre expertise, déception et frustration à l'occasion de la mise en œuvre du RIFSEEP et du CIA, ...).

Nous abordons la circulaire portant sur les sorties scolaires avec nuitées qui nous met en difficulté car elle demande une vérification et une validation par l'inspecteur, ce que celui-ci n'est pas en mesure de faire et ce qui ne relève pas de nos missions. La réponse de la DGESCO parlant de simplification n'est pas adaptée. Demander à une personne de faire quelque chose qu'elle n'est pas en mesure de faire est une forme de maltraitance. Sur ce sujet, dans les départements, les DASEN font ce qu'ils veulent.

Nous lui indiquons que la circulaire « missions » n'est pas appliquée en raison de la surcharge de tâches administratives données aux inspecteurs qui se sentent considérés comme des exécutants et non plus comme des acteurs essentiels de l'accompagnement des enseignants. Nous abordons bien sûr la question du choc des savoirs et la question de la constitution des groupes au collège et au lycée professionnel. La ministre nous confirme que la voie professionnelle revient au sein de son ministère. Le bureau du haut-commissaire est implanté rue de Grenelle et au cabinet de la ministre, c'est Brigitte Hazard qui sera en charge de ce dossier. Sur les groupes de niveau, elle nous assure souhaiter qu'il y ait de la fluidité et que les élèves ne soient pas enfermés dans un groupe pour toute leur scolarité.

La ministre constate que depuis 20 ans le système s'est surchargé de procédures administratives et d'évaluations qui rigidifient le système. Elle réaffirme qu'elle a besoin des corps d'inspection sur les aspects pédagogiques et sur l'accompagnement. Elle nous demande des exemples de tâches qui nous détournent de notre cœur de métier. Nous répondons : Pacte (encodage, lettre de mission, validation, contrôle...) - Encodage des formations (EAFC, rigidité qui ne fonctionne pas avec la précision nécessaire à la construction de formations en lien avec les besoins des équipes - Evaluation des AESH... Ces seuls exemples semblent l'étonner sincèrement par rapport à la situation qu'elle a connue lorsqu'elle était rectrice.

Nous lui faisons part de la demande de certains principaux de constituer les groupes de niveaux (réponse négative des IEN car les commissions de liaison donnent toutes les informations nécessaires) ce qui crée des tensions. La ministre confirme que les commissions de liaisons existent bien pour dialoguer sur les élèves.

Nous abordons la tenue unique et rappelons qu'elle n'est pas nécessaire (aucune recherche...). Nous lui indiquons que la pression mise sur les IEN via les DASEN alors que cela ne fait pas partie de nos missions. La ministre est d'accord sur ce dernier point et précise que c'est de la faute du ministère qui peine à trouver les 100 écoles qui participeront à l'expérimentation car il faut l'accord de la commune et du conseil d'école ce qui n'est pas le cas partout. Elle indique qu'elle va mener l'expérimentation (parce qu'elle doit le faire) et qu'on verra bien...

Nous alertons sur une expérimentation à Mayotte qui consiste à ce que ce soient les IEN qui préparent les groupes de niveau pour la rentrée prochaine à partir d'évaluations locales. La ministre n'est pas au courant.

Nous lui demandons d'arrêter ce que nous vivons depuis plusieurs années, à savoir être informés par les médias... La ministre indique qu'elle souhaite dialoguer avec les syndicats avant les annonces. Elle ne s'engage pas sur la démarche du président qui fera sous peu des annonces sur la réforme de la formation initiale.

Nous réclamons enfin que le dialogue soit restauré avec la direction de l'encadrement et qu'un agenda social soit rapidement engagé.